

**Le sénateur Roblin:** On me dit qu'il l'a fait après consultation et accord du premier ministre, lequel a lui-même abordé le même sujet en termes similaires à la conférence.

**Le sénateur MacEachen:** Je ne sais pas que le premier ministre ait proposé de pallier la disette des pays africains dans les termes exacts que le premier ministre Bourassa a employés. Toutefois le leader du gouvernement affirme que M. Bourassa en a fait la proposition avec le consentement et l'accord du gouvernement du Canada. Faut-il en conclure que le gouvernement du Canada est disposé, ayant donné son appui à cet important projet, à s'engager financièrement à la réalisation de ce projet?

**Le sénateur Roblin:** Je dois dire tout d'abord que le premier ministre fédéral a traité du même sujet en général. Je n'ai pas ses termes exacts, donc je ne saurais les citer précisément. Mais je peux dire à mon honorable ami qu'au cours de l'année écoulée le gouvernement du Canada a participé, de façon généreuse, comme d'ailleurs la population du Canada qui s'est montrée très généreuse, à aider l'Afrique touchée par la famine, comme sans doute d'autres endroits. Je ne serais pas du tout étonné que de nouvelles initiatives soient annoncées, mais je ne puis donner de précisions en ce moment.

#### LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

**L'honorable Allan J. MacEachen (leader de l'opposition):** Puis-je poser une autre question? Est-ce que M. Hatfield, premier ministre du Nouveau-Brunswick, a exactement le même rang au Sommet de la francophonie que M. Bourassa?

**L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement):** Je dois prendre note de la question.

## L'ÉNERGIE

### L'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU PÉTROLE

**L'honorable H. A. Olson:** Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au leader du gouvernement. Pour la énième fois, quelles mesures le gouvernement a-t-il l'intention de prendre par suite de la très grave dégringolade des prix du pétrole sur le marché international et, partant, au Canada?

Jusqu'à maintenant, le gouvernement a presque toujours répondu qu'il suivait la situation de près et qu'il n'était pas encore disposé à annoncer ce qu'il comptait faire pour y remédier.

Si je pose à nouveau la question aujourd'hui—et j'espère que le leader a une réponse à cela parmi ses réponses différées—c'est que nous entendons sans cesse dire de la part du secteur pétrolier que les sociétés l'une après l'autre suspendent tous leurs projets et budgets de prospection et d'exploitation. Le gouvernement et ces sociétés semblent croire ou du moins espérer que la situation ne durera pas. Toutefois, certains des ministres de l'Énergie des pays de l'OPEP, qui préparent une réunion pour la mi-mars—le 16, à ce qu'on dit—ont fait savoir qu'ils se proposaient de discuter à cette réunion d'autres hausses de la production des pays de l'OPEP de même que de leur part respective du marché international. Compte tenu de la production excédentaire actuelle et de cette déclaration de ministres des pays de l'OPEP, il serait raisonnable de croire que la situation n'est pas provisoire. En fait, les choses vont

[Le sénateur MacEachen.]

probablement se gâter avant de s'améliorer, même si le cours du pétrole est déjà aussi bas qu'un peu plus de \$15 le baril.

Je me demande si le leader du gouvernement pourrait nous éclairer un peu aujourd'hui et nous dire ce que le gouvernement songe à faire pour remédier à ce problème économique de plus en plus grave.

**L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement):** Honorables sénateurs, je suis persuadé que c'est un problème très grave et, comme mon honorable ami, j'estime que nous ne pouvons pas entrevoir l'avenir avec certitude dans cette affaire. Nous ne pouvons pas vraiment dire combien de temps encore ces pressions qu'exercent les réserves excédentaires se feront sentir et comment les divers intéressés adapteront leur ligne de conduite. Nous devons nous contenter d'attendre. Je suis également persuadé que d'énormes pressions sont exercées sur l'industrie pétrolière au Canada, car de nombreuses compagnies devront réviser leur programme d'investissement et d'expansion à la lumière des faits. Je ne serais nullement étonné que de nombreux projets demeurent en suspens. Nous devons prévoir une initiative de ce genre.

Toutefois, pour ce qui est de la question de mon honorable ami, je ne crois pas pouvoir m'exprimer en ce sens. Il voudrait que j'affirme que le gouvernement se propose d'intervenir sur le marché pétrolier au Canada en vue de modifier la situation. Certes, il pourrait bien prendre cette initiative, mais je ne crois pas qu'il le fasse dans un avenir prochain. Nous avons déjà été témoins des conséquences d'une intervention massive du gouvernement sur le marché pétrolier et les résultats ont été bien moins que satisfaisants. Les Canadiens ont exprimé clairement leurs vues là-dessus. J'hésiterais donc beaucoup à envisager une autre intervention du gouvernement sur le marché à moins que la situation ne se dégrade encore davantage.

**Le sénateur Olson:** Honorables sénateurs, je voudrais poser une question supplémentaire. Si le leader du gouvernement juge que la situation n'est pas assez critique, je voudrais lui signaler que la situation s'est suffisamment dégradée étant donné que dans une période de trois mois, les revenus bruts de l'industrie ont baissé d'environ 40 p. 100. Assurément, elle s'est aggravée au point où les programmes de prospection et d'extraction ont été interrompus dans les régions de l'ouest du Canada où l'on exploite le pétrole classique ainsi que tous les travaux de prospection et de mise en valeur en cours dans les régions isolées comme dans la mer de Beaufort, le littoral de l'Atlantique ou ailleurs. Si ces événements ne sont pas assez graves pour inciter le gouvernement à revoir la situation, je me demande ce qu'il lui faudra pour agir. Je me demande si le leader du gouvernement a bien saisi ma question quand il dit que je lui ai demandé si le gouvernement se proposait d'intervenir. Toutefois, quand un gouvernement qui est chargé des affaires d'un pays voit qu'un secteur de l'économie est dans une situation aussi grave que dans le cas qui nous occupe, il lui incombe assurément de prendre ses responsabilités au sérieux et de laisser entendre au moins qu'il est au courant du problème et de proposer une réglementation qui régira ce secteur. Jusqu'ici le gouvernement n'a pas donné le moindre indice qu'il allait agir de la sorte, se contentant d'exercer un mandat de surveillance, et Dieu seul sait ce que cela veut dire.